

LA CONSOMMATION DE VIANDES

ET DE

PRODUITS LAITIERS EN FRANCE

LA CONSOMMATION DE VIANDES ET DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE

La publication en Juillet 1956, des résultats d'une enquête de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques sur "la consommation de viandes et de produits laitiers" (1) vient de renouveler l'information statistique réunie jusqu'alors sur ces deux marchés.

Il s'agit d'une enquête par sondage, effectuée au cours de l'année 1955, et portant sur deux échantillons aléatoires distincts de 6.000 ménages chacun, représentatifs de l'ensemble du pays. Chaque ménage a été interrogé sur ses achats quotidiens de viandes, de lait et de produits laitiers, d'oeufs, de volailles et de gibier, pendant une semaine. En principe, on a relevé les quantités et les dépenses correspondantes, sauf pour les produits auto-consommés par les producteurs dont les seules quantités ont été enregistrées.

Sous quelques réserves, qui seront développées plus bas, on peut considérer que les résultats de cette enquête donnent une mesure satisfaisante de la totalité des consommations de viandes et de produits laitiers en 1955 par l'ensemble des ménages résidant en France.

Cette nouvelle information présente un intérêt exceptionnel, étant donné la place tenue par ces produits dans l'économie française : ils représentent près de 55 % (2) des recettes de l'agriculture et dépassent 40 % du budget alimentaire des Français (3).

Dans le cadre du "Tableau Général de la Consommation", le C.R.E.D.O.C. a établi, à partir des statistiques et études existantes, des évaluations globales, en quantités et en valeur, pour ces mêmes produits de 1950 à 1954. Pour la viande, les chiffres retenus sont dûs à Monsieur A.C. BOUSSINGAULT ; ils ont été publiés dans une étude spéciale (4). Pour les autres produits, les calculs ont été conduits par Monsieur H. BROUSSE, ancien Secrétaire Général Adjoint du

-
- (1) - "Enquête sur la consommation de viandes et de produits laitiers" - Bul. hebdomadaire de Statistique" - n° 427 - 7 Juillet 1956 - Paris I.N.S.E.E.
 - (2) - J. KLATZMANN. "Le revenu de l'agriculture en France, en 1955-1956". Etudes et Conjoncture (Décembre 1956) - n° 12, page 1.099.
 - (3) - La consommation des particuliers de 1950 à 1954. Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation. 2ème Année - n° 1. Janvier-Mars 1956 - Le pourcentage rapporté ci-dessus s'entend des achats de denrées alimentaires, y compris les boissons alcoolisées.
 - (4) - A.C. BOUSSINGAULT : "La dépense de viande en France de 1949 à 1954" - Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation - Numéro spécial - Mars 1955.

C.R.E.D.O.C., Administrateur à l'I.N.S.E.E. Ces évaluations ont été mises à jour, pour l'année 1955 sur les mêmes bases afin de pouvoir être comparées avec les estimations résultant de l'enquête.

Le présent article retrace les étapes de cette comparaison et propose une nouvelle série d'évaluations.

0

0 0

La comparaison des évaluations publiées par le C.R.E.D.O.C. avec celles tirées de l'enquête de l'I.N.S.E.E., soulève un problème de définition, car les résultats respectifs ne mesurent pas exactement le même objet. Quelques précisions sont donc nécessaires en ce qui concerne la notion de consommation adoptée (1) et les populations couvertes.

Les études du C.R.E.D.O.C. s'efforcent d'atteindre la consommation territoriale globale, c'est-à-dire, la valeur totale de la consommation effectuée par des personnes physiques sur le territoire français pendant l'année. La population considérée comprend donc :

- l'ensemble des personnes composant les "ménages".
- la population des institutions (2) (militaires du contingent stationnés en France, personnes en traitement dans les hôpitaux, internes des établissements d'enseignement, membres des communautés religieuses, etc....)
- les personnes se trouvant en France mais n'y résidant pas habituellement (travailleurs frontaliers, touristes étrangers).

(1) - Pour un exposé des différentes conventions et définitions utilisées en matière d'évaluations globales de la consommation, nous renvoyons à Georges ROTTIER : -- "La mesure de la consommation" - Article introductif à l'étude citée en note 3, page 33.

(2) - Pour plus de précisions, sur le terme "ménages" et l'expression "population des institutions", on se reportera au "Rapport sur les Comptes de la Nation" - Volume II - Méthodes - p. 15 - Statistiques et Etudes Financières - Janvier-Février 1956 - Paris - Imprimerie Nationale.

L'enquête, par contre, n'a touché que la population des ménages résidant habituellement en France. Il en résulte une première sous-estimation.

Les notions de consommation retenues sont plus voisines. Les deux études ne se limitent pas aux seules dépenses des ménages, mais envisagent l'auto-consommation, c'est-à-dire la consommation par les producteurs de leurs propres produits. Mais l'enquête n'a pas enregistré les viandes et produits laitiers consommés hors du domicile (repas de restaurants et de cantines, etc...) généralement compris dans la consommation territoriale totale.

Les résultats de l'enquête doivent donc être affectés d'une double correction pour être rendus comparables à ceux du C.R.E.D.O.C.

- a - Négligeant la consommation des touristes et frontaliers étrangers (1), nous prendrons seulement en considération la sous-estimation provenant de la population des institutions, évaluée à 5,5 % de la population totale.
- b - On a demandé aux enquêtés d'indiquer le nombre de repas pris hors du domicile. Il en ressort qu'environ 4,8 % des repas sont pris dans des restaurants, cantines, etc... (2).

Ces deux renseignements nous permettent d'établir un coefficient de correction moyen de 1,11. Toutefois, la même correction ne saurait être appliquée indistinctement aux quantités et aux valeurs, non plus qu'à tous les produits étudiés. D'une part, en effet, les achats des collectivités et des restaurants se font à des prix de gros qui peuvent être estimés inférieurs de 20 % aux prix de détail. D'autre part, les quantités consommées dans les ménages, dans les institutions ou dans les restaurants varient selon les produits. Ainsi, la consommation individuelle de lait, presque nulle dans les casernes, est plus forte dans les hôpitaux qu'à la table familiale ; elle est plus faible dans les restaurants et cantines.

(1) - L'erreur de ce fait est certainement très faible ; une compensation joue entre les consommations des étrangers en France et celles des Français temporairement à l'étranger.

(2) - On consultera utilement à ce sujet les résultats d'une enquête de l'I.N.S.E.E. cf. : Etude sur les conditions dans lesquelles les personnes occupées prennent leur repas de midi. - Supplément trimestriel au Bulletin Mensuel de Statistique, Octobre-Décembre 1954 - p. 84.

Ces considérations nous ont conduit à proposer les coefficients suivants, qui procèdent le plus souvent d'indications de nature qualitative sur les consommations individuelles comparées.

	Viandes	Volailles	Oeufs	Lait	Beurre	Fromage
Quantités	1,12	1,09	1,10	1,06	1,07	1,11
Valeurs	1,09	1,07	1,08	1,05	1,05	1,09

Nous envisagerons successivement dans notre étude, la viande, les produits laitiers, les volailles et les oeufs.

Après avoir rappelé les principales sources statistiques, nous examinerons l'usage qui en a été fait par les auteurs des différentes évaluations ; nous procéderons ensuite à la comparaison proprement dite, pour avancer enfin des évaluations nouvelles à la lumière de cette comparaison.

SECTION I

LA CONSOMMATION DE VIANDES

1-Sources Statistiques

Les renseignements concernant la consommation de viande sont de trois sortes :

- A - Statistiques de production,
- B - Statistiques de distribution,
- C - Statistiques de consommation.

Nous examinerons chacune de ces trois sources en indiquant l'usage qu'il est possible d'en faire.

A. - STATISTIQUES DE PRODUCTION. -

Le Ministère de l'Agriculture établit chaque année une évaluation de la production de viande en tonnage de "carcasse" qui comprend, outre la viande consommable, un certain pourcentage, variable selon les espèces animales, d'os de suif et de déchets. Cette évaluation est fondée sur les statistiques d'abattage établies tous les mois dans chaque département et centralisées à Paris. Ces statistiques sont le "sous-produit" de l'application de la "taxe d'abattage" ; elles sont de ce fait entachées d'une erreur provenant de la fraude, erreur qui peut être considérable. Il est difficile, en effet, de contrôler l'activité des nombreux abattoirs artisanaux dénommés en termes de métier "tueries particulières". Une correction sensible est donc apportée aux statistiques d'abattage par les spécialistes du Ministère de l'Agriculture, sur la base d'un recoupement avec la statistique des "cuirs et peaux", qui est elle-même très imparfaite.

Une incertitude considérable grève donc les statistiques de production et l'utilisation de cette source devra être entourée d'un certain nombre de réserves.

B. - STATISTIQUES DE DISTRIBUTION. -

Les statistiques d'origine fiscale sont inutilisables en ce domaine car elles parviennent avec retard et sont trop sujettes à la fraude.

Il existe par contre, des statistiques professionnelles. En particulier, la Confédération Nationale de la Boucherie Française procède, depuis le mois d'Août 1954 à une enquête périodique parmi les membres de la profession. Les résultats publiés sont intéressants et semblent significatifs, mais il sera impossible de leur accorder un crédit total tant que nous ne connaissons pas le nombre de réponses faites aux questionnaires, leur répartition suivant les chiffres d'affaires et les zones territoriales. Dans leur état actuel, ces statistiques peuvent seulement donner une idée de la tendance récente de l'activité des détaillants. On ne peut s'appuyer sur elles pour des évaluations en valeur et en volume des viandes consommées en France.

C. - STATISTIQUES DE CONSCIENTIATION. -

Il faut noter d'abord les enquêtes faites depuis la guerre par l'Institut National d'Hygiène (1), enquêtes qui ont permis de déterminer des niveaux de consommation par région.

Il faut noter ensuite les enquêtes par sondage de l'I.N.S.E.E. La première que nous utiliserons, faite en novembre 1951 auprès d'environ 2.000 ménages à Paris et dans 17 villes de province, a fourni des renseignements nouveaux sur les consommations urbaines de viande et a donné lieu à diverses études (2). Une seconde, en 1952 (3) a été faite sur un échantillon assez limité d'exploitants agricoles. Elle fournit quelques renseignements sur l'auto-consommation. Deux ans plus tard, toujours par les soins de l'I.N.S.E.E., une autre enquête par sondage s'est déroulée tout au long de l'année 1953 sur un échantillon renouvelé chaque mois d'ouvriers et d'employés urbains. Quelques résultats de cette enquête sont utilisables pour l'étude de la consommation de la viande.

-
- (1) - Voir notamment J. TREMOLIERES et J. CLAUDIAN : Contribution à l'étude de la Consommation Humaine de la Viande en France. C.N.R.S. - Paris 1951
 - (2) - Les résultats généraux ont été publiés dans le supplément trimestriel au "Bulletin mensuel de statistique" n° 4 ; Octobre-Décembre 1953. Une analyse en a été donnée dans les "Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation" ; 2ème Année ; n° 2 Avril-Juin 1956 : J. VORANGER - l'Analyse des budgets familiaux. - Voir aussi : Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation : La Consommation de la Viande dans les Villes de Province (selon la dimension des ménages) par J. VORANGER n° II ; Avril 1955.
 - (3) - Enquête sur les dépenses des ménages des exploitants agricoles en 1952. Supplément trimestriel au Bulletin Mensuel de Statistique ; Juillet-Septembre 1954 - P. 45.

Nous possédons enfin les résultats de l'enquête spéciale "Lait-Viande" mentionnée ci-dessus, qui constituent la base la plus solide des estimations à venir. Ils nous permettent de vérifier les renseignements obtenus à partir des statistiques de production.

2 - Rappel des résultats antérieurs à l'enquête spéciale I.N.S.E.E. "Lait-Viande"

A la demande du C.R.E.D.O.C., Monsieur A.C. BOUSSINGAULT s'est efforcé d'aboutir à une évaluation des consommations depuis 1950, en se fondant sur les statistiques de production, seules statistiques couvrant l'ensemble du marché. Aucune trace d'autre source n'apparaît dans ses calculs, sauf pour les prix de détail. Du moins s'était-on assuré que les résultats ainsi obtenus étaient compatibles avec ceux des enquêtes de consommation déjà mentionnées. Les résultats des années 1950 à 1954 ont été publiés dans les Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation (1). Les calculs établis selon la même méthode pour 1955, n'ont pas encore été publiés. On en trouvera les résultats dans cette étude.

Rappelons brièvement la méthode suivie :

- a - Le Ministère de l'Agriculture calcule un "tonnage total produit" en terme de "carcasse". Cette évaluation de la production est adoptée comme base des estimations. On passe à un "tonnage disponible" pour la consommation en France, au moyen des statistiques du commerce extérieur.
- b - Un pourcentage établi après une enquête sérieuse auprès des milieux professionnels permet, pour chaque espèce animale, de soustraire du tonnage disponible tout ce qui est impropre à la consommation. Ce pourcentage varie, selon qu'il s'agit de boeuf, de veau, etc... On en déduit un "tonnage propre à la consommation".
- c - Il s'agit de répartir cette dernière quantité selon les différents morceaux ou qualités. Cette répartition est très délicate parce que variable d'une région à l'autre et parfois d'un détaillant à l'autre. Les pourcentages admis par l'étude du C.R.E.D.O.C. résultent d'enquêtes faites auprès des milieux professionnels et ont été choisis après confrontation de nombreuses sources. La part d'arbitraire, on s'en doute, reste grande. Elle se manifeste surtout par la constance des pourcentages adoptés tout au long de la période. En définitive, trois ou quatre catégories de morceaux ont été retenues.

(1) - Op. cit. note (3) - page 33.

d - Il reste alors à appliquer des prix de détail moyens valables pour l'ensemble du territoire, aux différents tonnages ainsi obtenus. Or, l'observation de ces prix reste très déficiente. On possède un grand nombre de données mais elles sont fragmentaires. Il n'est procédé à des observations correctes que pour Paris et la Seine et les grandes villes de province. Les arrêtés des préfets donnent pour chaque département des prix maxima, mais les prix pratiqués peuvent, selon la conjoncture locale, s'en écarter considérablement dans un sens ou dans l'autre.

Le choix d'un prix moyen valable pour la France entière résulte d'une comparaison entre ces nombreuses observations. Autant que des considérations de pure technique statistique, le flair du spécialiste joue un rôle important dans le choix final.

Il reste à multiplier les quantités par les prix pour parvenir aux estimations en valeur.

La méthode est donc caractérisée par les points suivants : à la base, ainsi que nous l'avons vu plus haut, des statistiques peu sûres en ce qui concerne les tonnages produits ; au cours des calculs d'autre part, de nombreux choix ont dû intervenir qui ne pouvaient être suffisamment éclairés, si étendues qu'aient été les enquêtes et recherches préalables. En conséquence, les résultats ne portent pas, en eux-mêmes, leur justification. Mais il faut noter tout de suite que ces résultats reçoivent une confirmation remarquable de l'enquête "Lait-Viande" que nous allons analyser plus loin. Une telle confirmation témoigne chez l'auteur, d'une très bonne connaissance du marché de la viande.

Les tableaux ci-après (1), résument ses conclusions, pour les années 1950 à 1955. Elles seront confrontées avec les résultats de l'enquête spéciale "Lait-Viande" dans le paragraphe suivant.

- voir tableaux pages suivantes -

(1) - Ces deux tableaux constituent la mise à jour des évaluations publiées dans le numéro 1 (Janvier-Mars 1956) des Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation. Cette mise à jour a compris l'établissement des estimations pour l'année 1955 et la correction des chiffres provisoires publiés pour 1954.

Tableau n° 1

Consommation de viandes commercialisées en France de 1950 à 1955 - Quantités évaluées à partir des statistiques de production (quantités en milliers de tonnes)

Espèces de viande	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Bœuf	515,1	515,1	545,1	627,6	694,0	700,4
Veau	225,7	234,5	214,4	254,7	284,5	298,3
Mouton et Agneau	87,0	87,2	96,1	89,0	100,0	108,6
Cheval	44,4	49,7	67,6	61,2	68,9	64,3
Porc * (total)	383	378	488	552	532	561
- porc frais	192	222	247	274	270	281
- Jambon	49	38	57	63	59	80
- Charcuterie	142	118	184	215	203	200
Abats-triperie	125,2	133,2	136,2	152,9	158,9	163,7
TOTAL	1.380,4	1.397,7	1.547,4	1.737,4	1.838,3	1.896,3

* - Saindoux exclu.

Tableau n° 2

Consommation de viandes commercialisées en France de 1950 à 1955 - Valeurs évaluées à partir des statistiques de production (valeurs en milliards de francs courants)

Espèces de viande	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Boeuf	176	242	263	302	345	364
Veau	114	120	138	130	174	190
Mouton et Agneau	38	51	63	58	69	79
Cheval	12	20	25	22	24	22
Porc* (total)	181	219	311	364	352	392
- porc frais	66	106	121	121	130	142
- Jambon	38	36	53	57	56	80
- Charcuterie	77	77	137	186	166	170
Abats-triperie	37	44	49	49	51	57
TOTAL	558	696	849	925	1.015	1.104

* - Saindoux exclu.

3- Comparaison avec les résultats
de l'enquête spéciale I.N.S.E.E.
pour l'année 1955

Cette comparaison ne peut être faite que pour les viandes commercialisées, car l'enquête n'a pas pu saisir l'auto-consommation dans des conditions satisfaisantes. Les chiffres résultant de l'enquête I.N.S.E.E. étendue à la population entière et à la consommation totale (1) seront rapprochés des résultats du "Tableau général" pour chacun des grands types de viandes : boeuf, veau, mouton et agneau, cheval, porc frais et produits commercialisés à base de porc. Nous examinerons en Annexe (2) la répartition par morceau pour certaines de ces catégories.

- voir tableau, page suivante -

(1) - voir introduction, page 33.

(2) - voir Annexe

Tableau n° 3

Comparaison des quantités commercialisées (en milliers de tonnes)

Espèces de viandes	Résultats I.N.S.E.E. consommation des ménages (1)	Comparaison des quantités I.N.S.E.E - C.R.E.D.O.C.		
		Résultats I.N.S.E.E. étendus (*) (2)	Estimation CREDOC Année 1955 (3)	Différence en % (**) du chiffre le plus fort (4)
Boeuf	593	664	700	+ 5,2
Veau	278	311	298	- 4,2
Mouton et Agneau	98	110	109	- 0,9
Cheval	62	70	64	- 8,4
Porc :				
- porc frais	164	184	281	+ 34,7
- Jambon	72	81	80	- 0,7
-- Charcuterie***	"	"	200	
Abats-triperie	"	"		

(*) - Quantités étendues = quantités "ménages" x 1,12

(**) - Les pourcentages sont affectés des signes + ou - selon que les résultats du C.R.E.D.O.C. sont supérieurs ou inférieurs à ceux de l'enquête I.N.S.E.E.

(***)- Y compris conserves et plats cuisinés. Rappelons que l'enquête n'a pas saisi les quantités de charcuterie.

Tableau n° 4

Comparaison des valeurs des viandes commercialisées (valeurs en milliards de francs)

Espèces de viandes	Résultat I.N.S.E.E. consommation des ménages (1)	Comparaison des valeurs INSEE-CREDOC			Prix moyen en frs au kilog	
		Résultats IN- SEE étendus(*) (2)	Estimations CREDOC - 1955 (3)	Différence en %(**) du chif- fre le plus fort (4)	I.N.S.E.E. (5)	C.R.E.D.O.C. (6)
Boeuf	333	363	364	+ 0,2	547	520
Veau	179	195	190	- 2,5	626	640
Mouton et Agneau	69	75	79	+ 5,1	680	725
Cheval	38	41	22	- 46,5	585	330
Porc : total	313	341	391	+ 12,7	"	"
- porc frais	95	104	142	+ 26,7	565	500
- jambon	70	76	80	+ 5,0	940	1.000
- charcuterie(***)	148	161	169	+ 4,7	"	1.080
Abats-triperie	38	41	57	+ 28,1		
Total des viandes commercialisées	970	1.056	1.103	+ 4,3	"	"

(*) - Valeurs "étendues" = Valeurs "ménages" x 1,09

(**) - Les pourcentages sont affectés des signes + ou - selon que les résultats du C.R.E.D.O.C. sont supérieurs ou inférieurs à ceux de l'enquête I.N.S.E.E.

(***) - y compris conserves et plats cuisinés.

Pour le total des dépenses de viande, la concordance est excellente. Il en va de même pour les achats de boeuf, de veau, de mouton et agneau, qui ensemble, constituent plus de la moitié des consommations en valeurs. Elle est beaucoup moins satisfaisante pour le cheval, le porc et les abats. Nous nous arrêterons quelque peu sur ces trois catégories.

Dans le cas du cheval, on constate une différence considérable dans l'évaluation des dépenses, malgré des quantités pratiquement identiques. Cette anomalie est d'autant plus surprenante que dans une enquête de type "budget de famille", on peut supposer que les dépenses sont mieux connues que les quantités. Les ménagères se souviennent du prix payé, mais ne vérifient pas systématiquement les pesées. Cependant, la remise d'un questionnaire en début de semaine peut les avoir conduites à faire cette vérification. Nous admettons, par conséquent, que les quantités et les valeurs de l'enquête sont valables.

Il reste une différence considérable entre les prix moyens de l'étude du C.R.E.D.O.C. (330 francs par kilog) et de l'enquête I.N.S.E.E. (585 francs le kilog). On peut donner, à ce fait, les raisons suivantes :

- a - le total C.R.E.D.O.C. comprend 15,6 milliers de tonnes de "pannes et graisses" qui seraient vendues à raison de 54 francs le kilog. Or, il est très vraisemblable que ces produits n'entrent pas dans la consommation des particuliers. Les quantités C.R.E.D.O.C. deviendraient 48,6 milliers de tonnes et le prix moyen 455 francs le kilog. L'écart qui apparaît maintenant dans les quantités, signalerait une sous-estimation des statistiques de production d'environ 24 % (1).
- b - Malgré ce rapprochement, une différence considérable demeure entre les prix moyens des deux études et il faut bien admettre que la totalité de la viande de cheval est vendue au prix des catégories de hauts-morceaux (2).

(1) - Les tonnages et prix retenus par le C.R.E.D.O.C. sont donnés dans le tableau suivant :

	morceaux à rô- tir - 1ère catégorie	morceaux à rô- tir - 2ème catégorie	morceaux à braiser	pannes et graisses
Tonnage (1.000 t.)	21,7	3,6	23,3	15,6
Prix au kilog	585	485	310	54
Dépenses (milliards de frs)	12,7	1,7	7,2	0,8

(2) - Tous les morceaux à braiser sont, du moins à Paris, transformés en "haché".

Nous proposons de conserver les quantités de l'enquête aux prix retenus par le C.R.E.D.O.C. pour les morceaux de première qualité, soit 585 francs, identique au prix moyen indiqué par l'enquête.

Dans le cas des achats de viande de porc, également, la concordance est loin d'être satisfaisante. L'évaluation du C.R.E.D.O.C. donne en effet, un résultat supérieur de 12,7 %. Mais la viande de porc entre dans une gamme de produits si variés qu'il nous faut analyser ce résultat trop général. On remarque que la concordance est excellente pour la charcuterie et le jambon (5 % d'écart). Elle est très mauvaise pour le porc frais.

La différence, sur ce dernier poste, vient de la combinaison de deux écarts de sens contraire :

- a - sur les quantités, l'I.N.S.E.E. relève 184 milliers de tonnes, le C.R.E.D.O.C. 281, soit une différence de 35 %.
- b - pour les prix, le kilog de porc frais ressort à 565 francs dans l'enquête I.N.S.E.E. et à 500 francs dans les estimations du C.R.E.D.O.C.

L'écart sur les quantités est trop considérable pour résulter seulement de l'imperfection des méthodes. Il s'y ajoute certainement une différence de définition.

En effet, les résultats des deux approches coïncident presque exactement en ce qui concerne les quantités de jambon achetées. Or, il devrait exister une relation entre le poids de jambon et, d'une part le poids total des animaux vendus sur le marché, d'autre part, le poids des grandes catégories de morceaux. Le tonnage "porc frais" et le tonnage "jambon" de l'enquête sont incompatibles(1). Il faut donc admettre, soit qu'une partie du porc non transformé par les charcutiers a échappé à l'enquête, soit que le tonnage utilisé en charcuterie est plus élevé que ne l'indique l'étude du C.R.E.D.O.C., soit enfin que le rapport du poids de jambon au poids de l'animal ne correspond pas à la découpe anatomique.

Ces trois raisons ont joué sans doute.

- a - Il est probable que les achats de "lard-frais" aient échappé à l'enquête. Parce que le lard frais à la plus souvent, subi une opération de "salage" les ménagères ne l'auront pas mis dans la catégorie de porc frais avec les côtes de porc, le filet, etc... non plus que dans les produits de charcuterie. Or, les achats de lard frais sont évalués, par l'étude C.R.E.D.O.C. à 22,3 milliards de francs pour 67,6 milliers de tonnes. L'addition de ce poste aux quantités et aux valeurs révélées par l'enquête réduit considérablement l'écart.

(1) - Compte-tenu du commerce extérieur, on a importé en 1955, 13.000 tonnes de jambon.

Quantités I.N.S.E.E. : 184 + 67,6 = 251,6 milliers de tonnes
Quantités C.R.E.D.O.C. 281,3 milliers de tonnes
Différence en % + 10,5 %

Valeurs I.N.S.E.E. : 104 + 22 = 126 milliards de francs
Valeurs C.R.E.D.O.C. 142 milliards de francs
Différence en % + 11 %

- b - Il est possible qu'une partie plus importante des morceaux normalement destinés à la vente sans transformation soit consommée sous forme de charcuterie selon les fluctuations des marchés des différentes espèces de viandes. La répartition du porc disponible en porc frais ou transformé, doit connaître des fluctuations importantes selon les années. L'enquête ne fournissant pas de données en quantités pour les achats de charcuterie, nous ne pouvons vérifier cette hypothèse très vraisemblable, ni en donner la mesure.
- c - Il est possible que des morceaux divers soient vendus comme "jambon" : épau-
le roulée, par exemple.

Ces éléments nous conduisent à adopter pour 1955 les évaluations résultant de l'enquête après avoir introduit le lard salé (tel qu'il a été évalué par le C.R.E.D.O.C.) dans le total "porc frais". Ceci nous conduira à abaisser le tonnage de porcs abattus des statistiques de production(1).

On notera enfin une surestimation importante de la consommation d'abats dans l'étude du C.R.E.D.O.C. 57 milliards de francs au lieu de 41,5 milliards dans l'enquête I.N.S.E.E. L'écart provient pour une forte part, des différences entre les nomenclatures. Le C.R.E.D.O.C. envisage l'ensemble des abats. L'enquête demandait aux ménages de noter uniquement leurs achats de "triperie" ; le terme "triperie" est nettement moins large que celui d'abats. Le chiffre du C.R.E.D.O.C. paraît cependant surestimé et nous proposons de l'abaisser.

(1) Dans son étude, Monsieur A.C. BOUSSINGAULT avait noté une certaine incompatibilité entre l'effectif des porcs abattus et l'effectif des truies : le nombre de porcs par truie apparaissait trop élevé. L'auteur émettait l'hypothèse d'une sous-estimation de l'effectif des truies. L'enquête spéciale I.N.S.E.E. laisse supposer au contraire, que l'effectif des porcs abattus est sur-évalué. A.C. BOUSSINGAULT : La consommation de viande en France de 1949 à 1954. (Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation) numéro spécial - Mai 1955 - page 103.

4 - Conclusion

La consommation de viandes de 1950 à 1955

La confrontation des résultats ainsi obtenus à partir de deux sources différentes avait pour but de nous conduire à une évaluation des dépenses de viande en France pour l'année 1955. Elle nous montre en outre, qu'aucune méthode ne se suffit à elle-même. La perspective d'une enquête de consommation, si parfaite et étendue soit-elle, ne saurait dispenser d'utiliser au mieux les statistiques de production ou de distribution. Notre étude en fournit une illustration frappante. L'existence d'évaluations préalablement tirées des statistiques de production nous a permis de déceler une lacune grave de l'enquête spéciale "Lait-Viande" en ce qui concerne le lard frais salé. Réciproquement, l'enquête permet de relever les statistiques de production de viande de cheval et fournit des raisons valables d'abaisser celles de porc (1).

Les développements des pages précédentes nous ont conduits à discuter les résultats, et à choisir parmi eux ceux qui nous paraissent les plus certains. On les trouvera dans le tableau ci-dessous.

- tableau, page suivante-

(1) - Voir note 1, page 50,

Tableau n° 5

Evaluations proposées pour 1955
 Consommation des viandes commercialisées.

Espèces de viandes	Quantités en milliers de tonnes	Valeurs en milliards de francs	Prix en francs
Boeuf	665	365	550
Veau	310	195	630
Mouton et agneau	110	75	680
Cheval	70	41	585
Porc total	490	363	740
-porc frais	252	126	500
-jambon	80	76	950
-charcuterie*	158	161	1.020
Abats-triperie	165	57	346
Total	1.810	1.096	"

La série 1950-1955 sera reconstruite à partir de ces évaluations en admettant la tendance révélée par les statistiques de production en tonnages (1), et en valeur (2), et en ajoutant une estimation de l'auto-consommation (qui porte presque uniquement sur le porc).

* - y compris conserves et plats cuisinés.

(1) - cf. page 43, tableau n° 1

(2) - cf. page 44, tableau n° 2.

Tableau n° 6

Consommation de viandes en France de 1950 à 1955 : évaluations nouvelles (quantités en milliers de tonnes)

Espèces de viandes	1950	1951	1952	1953	1954	1955
<u>A - Consommation commercialisée</u>						
Boeuf	489	489	517	596	659	665
Veau	234	244	223	265	296	310
Mouton et agneau	88	88	97	90	101	110
Cheval	48	54	74	67	75	70
Porc : total	334	330	426	481	464	490
porc frais	173	199	223	247	243	252
jambon	49	38	57	63	59	80
charcuterie*	112	93	146	171	162	158
Abats-triperie	126	134	137	154	160	165
Total A	1.319	1.339	1.474	1.653	1.755	1.810
<u>B - Auto-consommation</u>						
Porc	294,6	296,0	291,3	284,3	284,0	284
Autres espèces	15,0	14,0	13,0	13,0	13,0	13
Total B	309,6	310,0	304,3	297,3	297,0	297
<u>C - Total général A + B</u>	1.628,6	1.649,0	1.778,3	1.950,3	2.052,0	2.107

* - y compris conserves et plats cuisinés.

Tableau n° 7

Consommation de viande en France de 1950 à 1955 : évaluations nouvelles. (Valeurs en milliards de francs courants)

Espèces de viandes	1950	1951	1952	1953	1954	1955
<u>A - Consommation commercialisée</u>						
Boeuf	176	243	264	303	346	365
Veau	117	123	142	133	179	195
Mouton et agneau	36	48	60	55	66	75
Cheval	22	37	47	41	45	41
Porc : total	168	203	288	337	326	363
porc frais	59	95	107	107	115	126
jambon	36	35	51	54	53	76
charcuterie*	73	73	130	176	158	161
Abats-triperie	37	44	49	49	51	57
Total A	556	698	850	918	1.013	1.096
<u>B - Auto-consommation</u>						
PPorc	74,7	75,0	73,8	72,1	72,0	72
Autres espèces	5,8	5,4	5,0	5,0	5,0	5,0
Total B	80,5	80,4	78,8	77,1	77,0	77
<u>C - Total général A + B</u>	636,5	778,4	928,8	995,1	1.090,0	1.173

* - y compris conserves et plats cuisinés.

SECTION II

LA CONSOMMATION DE LAIT

ET DE

PRODUITS LAITIERS

1 - Sources Statistiques

Les sources de renseignements d'ordre statistique pour la connaissance du marché du lait et des produits laitiers sont, comme pour le marché de la viande, de trois sortes :

A. - STATISTIQUES DE PRODUCTION LAITIÈRE. -

Le Bureau de la Statistique du Ministère de l'Agriculture, centralise chaque année, un certain nombre de renseignements sur la production laitière. Ceux-ci, recueillis par les services agricoles départementaux, sont publiés sous forme d'un tableau donnant la répartition de la production totale entre ses principales utilisations : consommation animale et consommation humaine, consommation sous forme de lait, fabrication de beurre, de fromage, usages divers.

Ces chiffres reposent sur les déclarations de Commissions communales de statistique concernant les effectifs du cheptel laitier. Ces déclarations sont peu sûres parce que systématiquement sous-évaluées par les commissions (1).

Les rendements moyens et la ventilation selon les divers usages, proviennent de renseignements donnés aux services départementaux par les organisations professionnelles et certaines exploitations agricoles, entreprises ou coopératives laitières, etc.. La valeur de ces renseignements serait plus satisfaisante.

Dans leur état actuel, et d'une manière générale, les statistiques de production laitière paraissent moins utilisables que celles de la production de viande, fondées sur un double contrôle administratif des atattages et des cuirs et peaux. Aussi, contrairement à ce qui s'est passé pour ce dernier marché, aucune évaluation sérieuse de la consommation de lait et de produits laitiers n'a-t-elle pu se fonder uniquement sur les statistiques de production.

Il n'existe pas de statistique de production pour le beurre et le fromage.

(1) - Roger VEISSEYRE : Contribution à l'étude de la Consommation du Lait et des Produits Laitiers en France - Paris 1954 - p. 94.

B. - STATISTIQUES DE DISTRIBUTION ET DE TRANSFORMATION. -

La production commercialisée est vendue soit directement par le producteur au détaillant ou au consommateur, soit par des entreprises spécialisées qui, après ramassage, font subir au lait certains traitements (pasteurisation, homogénéisation, etc...) et certaines opérations de conditionnement (mise en bouteille, en emballages perdus, etc...). Aucune statistique ne permet de saisir l'ensemble des livraisons de lait au commerce. On possède quelques renseignements sur les arrivages de lait dans plusieurs grandes villes. Cependant, la plus grande partie de la consommation échappe aux statistiques de distribution qui ne seront utilisées qu'à titre de contrôle (1).

La distribution de beurre et de fromage, comme la production, n'a pas donné lieu jusqu'ici à l'établissement de statistiques.

C. - STATISTIQUES DE CONSOMMATION. -

Plus encore que pour la viande, ce sont les principales sources de notre information. Elles proviennent d'enquêtes de budgets de famille, effectuées soit par des organismes spécialisés comme l'Institut National d'Hygiène et l'Institut National d'Etudes Démographiques, soit par l'I.N.S.E.E.

Les premiers se préoccupent principalement d'étudier la valeur des régimes alimentaires du point de vue de la nutrition. Leur effort s'est traduit par un grand nombre de petites enquêtes effectuées de 1945 à 1953, sur des échantillons géographiquement ou sociologiquement localisés.

L'I.N.S.E.E. a un objet plus général. Il vise à étudier la structure des budgets familiaux pour de larges couches de la population et ses résultats peuvent s'insérer dans le cadre de la comptabilité nationale. Les enquêtes suivantes peuvent être utilisées pour notre objet :

- enquête générale sur la population urbaine, effectuée en Novembre 1951 (2).

(1) - Nous devons signaler l'utilisation faite par Monsieur R. VEISSEYRE des statistiques de transport (voir ci-après).

(2) - Voir les références, page 40 note 2.

- Enquête générale sur les populations des exploitants agricoles de Novembre 1952 (1).
- Enquête générale sur certaines catégories de population urbaine : année 1953 (2).
- Enquête spéciale "Lait-Viande" sur la totalité des ménages : Mai et Octobre 1955.

Comme pour le marché de la viande, ce sont les résultats de cette dernière enquête que nous nous proposons de comparer avec ceux des travaux antérieurs, dont nous abordons maintenant l'étude (3).

-
- (1) - Enquête sur les dépenses des ménages des exploitants agricoles en 1952. Supplément trimestriel au Bulletin Mensuel de Statistique, Juil.-Sept. 1954, p. 45.
 - (2) Les résultats de cette enquête n'ont été publiés que pour la Région parisienne. Cf. "Les dépenses des ménages d'ouvriers et d'employés en 1954 dans l'agglomération parisienne". - Bulletin hebdomadaire de Statistique n° 424 du 1er Juin 1956.
 - (3) Signalons qu'une réforme complète des statistiques du lait et des produits laitiers est en cours. Un arrêté du 7 Septembre 1956 vient d'en fixer les modalités. (Cf. Journal Officiel du 23 Septembre 1956, page 9.030).
Trois sortes d'enquêtes sont prévues :
 - a - enquêtes auprès d'un nombre limité d'exploitations agricoles,
 - b - questionnaires envoyés aux entreprises ayant pour activité principale ou secondaire le traitement ou la transformation du lait et des produits laitiers.
 - c - enquêtes périodiques auprès d'échantillons aléatoires de ménages.L'organisation des enquêtes et la centralisation des renseignements seront effectuées conjointement par les secrétariat d'Etat à l'Agriculture et aux Affaires Economiques avec le concours de l'I.N.S.E.E. et du Service Technique Interprofessionnel du Lait.

2 - Etudes antérieures à l'enquête spéciale I.N.S.E.E. "Lait-Viande"

A. - LES TRAVAUX DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'AGRICULTURE : le Rapport VEISSEYRE (1).

Le principal objectif du Conseil Supérieur de l'Agriculture était de déterminer une production minimale annuelle compatible avec les niveaux de consommation établis par la totalité des enquêtes antérieures.

La date à laquelle se rapportent les résultats de l'étude est nécessairement imprécise. Les enquêtes collationnées par l'auteur ont été faites à des dates diverses, entre 1945 et 1953. Certaines raisons permettent de penser que la période 1950-1952 est plus spécialement couverte : la documentation est, pour ces deux années, plus importante en volume et meilleure en qualité ; en outre, s'y rapportent les renseignements concernant les éléments les plus variables ; consommation commercialisée, consommation urbaine. Nous verrons plus loin que le C.R.E.D.O.C. a admis, pour ses séries temporelles, que les résultats obtenus par Monsieur VEISSEYRE pouvaient être attribués à l'année 1951, date de l'enquête I.N.S.E.E. sur la consommation à Paris et dans 17 grandes villes de province.

La méthode consiste essentiellement à reconstituer à partir d'un grand nombre d'enquêtes parcellaires, l'enquête générale de consommation qui n'existait pas à l'époque, et que nous possédons maintenant. Monsieur VEISSEYRE a utilisé toutes les enquêtes disponibles pour déterminer un niveau national de consommation de lait et de produits laitiers.

(1) - Op. cit. page 57, note 1.

Il examine d'abord les milieux ruraux, dont la consommation constitue la plus grosse inconnue, en étudiant successivement les ruraux exploitants et non exploitants. Il trouve la plus grande partie de sa documentation dans les enquêtes locales de l'Institut National d'Hygiène d'où il tire des types de consommation rurale pour chacune des grandes régions économiques.

L'étude des consommations urbaines est faite principalement à partir de l'enquête I.N.S.E.E. de 1951.

Les résultats sont résumés dans le tableau n° 8.

Tableau n° 8

Consommations minimales moyennes par personne et par an - (1950-1952)

	Lait	Beurre	Fromage
Exploitants	110 litres	8,6 kilogs	6,8 kilogs
Population urbaine	101 "	8,2 "	8,9 "
Ensemble de la population	103 "	8,3 "	8,4 "

Source : Rapport VEISSEYRE.

Il faut souligner avec l'auteur que les consommations ainsi déduites doivent être considérées comme minimales. L'auteur ne veut, à aucun prix, pouvoir être taxé de surévaluation et cette attitude le conduit à une sous-estimation systématique.

Ainsi, en ce qui concerne la consommation des agriculteurs exploitants, il rejette les résultats provenant de l'enquête I.N.S.E.E. auprès des exploitants agricoles, plus élevés que ceux qu'il tire de l'ensemble des enquêtes de l'Institut National d'Hygiène. De même, l'auteur préfère commettre une erreur par défaut en identifiant les niveaux de consommation des ruraux non exploitants à ceux des populations urbaines, contrairement aux données recueillies. Cette réserve se comprend aisément quand on mesure à quel dépassement des statistiques de production le conduisaient ses travaux. On en trouvera la confirmation dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 9

	Lait	Beurre	Fromage	Equivalent total en lait
Consommations déduites des statistiques de production	87 litres	5,9 kilogs	6,6 kilogs	288 litres
Consommations minimales tirées des enquêtes (rapport VEISSEYRE)	103 "	8,3 "	8,4 "	378 "
Différence en % du chiffre le plus fort	+ 18	+ 40	+ 27	+ 31

Rappelons qu'avant de conclure, l'auteur trouve, par la méthode des bilans régionaux, une preuve supplémentaire de la sous-estimation des statistiques de production. Pour deux régions particulièrement consommatrices de lait et de produits laitiers, la Bretagne et la Normandie, les exportations régionales estimées avec une grande prudence, réduiraient à néant la consommation locale.

L'étude du Conseil Supérieur de l'Agriculture que nous venons d'analyser, a donc marqué une étape importante dans la connaissance de notre objet. L'enquête spéciale "Lait-Viande" en confirme et même en dépasse les résultats trop prudents.

B. - LES EVALUATIONS DU TABLEAU GENERAL DE LA CONSOMMATION (1). -

Ces évaluations ont été obtenues en prenant comme base les résultats du rapport VEISSEYRE (affectés à 1951) et en passant aux valeurs des autres années par l'utilisation des statistiques de production. Nous rappelons les résultats dans les tableaux 10 et 11.

Tableau n° 10

Lait et produits laitiers - Evolution des consommations en quantités.

	1950	1951	1952	1953	1954	1955
<u>LAIT</u> (millions d'hectolitres)						
- Autoconsommation	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5
- Commercialisation (au détail)	27,3	27,8	26,4	26,5	25,3	24,0
- Commercialisation (en bouteil.)	1,7	2,7	3,6	5,0	6,7	8,0
Total	38,5	40,0	39,5	41,0	41,5	41,5
<u>LAIT DE CONSERVE</u> (milliers de tonnes)						
- Condensé	33,4	48,4	40,4	40,3	46,3	37,2
- En poudre	6,0	6,0	6,0	6,0	6,5	7,0
<u>BEURRE</u> (milliers de tonnes)						
- Autoconsommation	57	57	57	57	57	57
- Commercialisation	263	293	275	314	316	312
Total	320	350	332	371	373	369
<u>FROMAGE</u> (milliers de tonnes)						
- Autoconsommation	30	30	30	30	30	30
- Commercialisation	297	343	326	360	376	376
Total	327	373	356	390	406	406

(1) - Ces évaluations résultent de recherches conduites par Monsieur BROUSSE Administrateur à l'I.N.S.E.E. De 1950 à 1954, les résultats ont été publiés dans le cadre du Tableau général de la consommation. Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation - Janvier-Mars 1956, auquel nous renvoyons le lecteur pour les détails de la méthode. Ces chiffres ont été prolongés par nous, jusqu'en 1955.

Tableau n° 11

Lait et Produits laitiers - Evolution des consommations en valeurs
(milliards de francs)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955
<u>LAIT</u>						
- Autoconsommation	24	24	24	26	26	25
- Commercialisation (au détail)	95,1	106,4	108,0	104,8	104,9	99,2
(en bouteil.)	7,3	12,5	17,6	24	33,3	39,2
Total	126,4	142,9	149,6	154,8	164,2	163,4
<u>LAIT DE CONSERVE</u>						
- Condensé	7,8	11,8	11	11,2	12,8	9,9
- En poudre	2	2,1	2,2	2,3	2,5	2,8
Total	9,8	13,9	13,2	13,5	15,3	12,7
<u>BEURRE</u>						
- Autoconsommation	35	35	35	40	40	39
- Commercialisation	160	194	201	235	215	218
Total	195	229	236	275	255	257
<u>FROMAGE</u>						
- Autoconsommation	7	7	7	7	7	6,8
- Commercialisation	140	169	175	191	181	185
Total	147	176	182	198	188	191,8

3-Comparaison avec les résultats
de l'enquête spéciale I.N.S.E.E.
pour l'année 1955

Les résultats de l'enquête I.N.S.E.E. sont nettement plus élevés que les évaluations antérieures fondées, on le sait, sur les recherches de Monsieur VEISSEYRE et les tendances révélées par les statistiques des administrations agricoles. Nous envisagerons successivement les évaluations de produits auto-consommés et commercialisés.

A. - AUTO-CONSOMMATION DE LAIT ET DE PRODUITS LAITIERS.(1). -

1° - Quantités.

Les tableaux n° 12 et 13 mettent en présence toutes les évaluations en quantités disponibles depuis 1950, et la série que nous sommes amenés à proposer à la suite de cette comparaison. L'enquête spéciale "Lait-Viande" nous autorise à rejeter l'évaluation minimale établie par Monsieur VEISSEYRE, faite sur un échantillon réduit d'exploitants agricoles. Elle confirme les résultats de la première enquête de l'I.N.S.E.E. qui, jusqu'à présent, n'avaient pu être considérés comme suffisamment certains. Les chiffres des deux enquêtes : pour le lait 11,7 millions d'hectolitres en 1952 et 12,3 en 1955, et pour le beurre 70,5 milliers de tonnes pour 1952 et 71 en 1955 sont concordants puisque les tendances données par le Ministère de l'Agriculture indiquent une constance de l'auto-consommation de beurre et un certain parallélisme entre l'auto-consommation de lait et la production totale.

Nous sommes ainsi conduits à adopter les chiffres des deux enquêtes pour le lait et le beurre.

En l'absence d'une évaluation des quantités de fromage auto-consommées, pour l'enquête de 1955, nous adopterons, pour le fromage, les résultats de l'enquête de 1952, extrapolés selon la même tendance.

(1) - L'enquête n'a enregistré l'auto-consommation que pour ces deux produits et seulement en quantités.

Tableau n° 12

Quantités de lait auto-consommées (millions d'hectol.)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Statistique agricole	5	6	5	6	6	6
Rapport de M. VEISSEYRE		9,5				
Enquête "Exploitants" I.N.S.E.E. 1952			11,7			
Estimations du C.R.E.D.O.C.	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5
Enquête "Lait-Viande" 1955						12,3
Evaluations proposées	12,3	12,5	11,7	12,5	12,5	12,3

Tableau n° 13

Quantités de beurre auto-consommées (milliers de tonnes)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Statistique agricole	24	24	24	24	24	24
Rapport de M. VEISSEYRE		57				
Enquête "Exploitants" I.N.S.E.E. 1952			70,5			
Estimations du C.R.E.D.O.C.	57	57	57	57	57	57
Enquête "Lait-Viande"						71
Evaluations proposées	71	71	71	71	71	71

Tableau n° 14

Quantités de fromage auto-consommées (milliers de tonnes)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Statistique agricole	25	25	25	30	25	25
Rapport de M. VEISSEYRE		30				
Enquête "Exploitants" I.N.S.E.E. 1952			31,6			
Estimations du C.R.E.D.O.C.	30	30	30	30	30	30
Enquête "Lait-Viande"						
Evaluations proposées	30	30	30	32	30	30

2° - Valeurs.

Il reste à multiplier les quantités retenues par le prix du lait à la production, compte-tenu pour le beurre et le fromage des équivalences habituelles (1).

Tableau n° 15

Valeur de l'auto-consommation des produits laitiers
(milliards de francs)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Lait	31,5	31,6	29,3	33,8	31,3	30,2
Beurre	45,5	45	44,5	48	44,5	43,5
Fromage	6,2	6,1	6	6,9	6	5,9

(1) -- Rappelons que l'on admet les équivalences suivantes :
 - Beurre : 25 litres de lait par kilog
 - Fromage : 8 litres de lait par kilog.

B. - CONSOMMATION COMMERCIALISEE DE LAIT ET DE PRODUITS LAITIERS. -

Les deux tableaux suivants permettent une comparaison des résultats de l'enquête spéciale I.N.S.E.E. de 1955 et des évaluations antérieurement retenues par le C.R.E.D.O.C.

1° - Quantités.

Tableau n° 16

Comparaison des quantités commercialisées en 1955

Produits	Résultats INSEE consommation des ménages (1)	Comparaison des quantités INSEE - CREDOC		
		Résultats INSEE étendus* (2)	Estimations CREDOC année 1955 (3)	Différence en %** du chiffre le plus fort(4)
Lait au détail	27,4	29,0	24	- 17,2
Lait en bouteille.	9,1	9,6	8	- 15,3
Lait en conserve	-	-	44,2	-
Beurre	390,6	415,0	312	- 24,8
Fromage	-	-	376	-

* - quantités étendues = quantités "ménages" x 1,06 pour le lait
x 1,06 pour le beurre
x 1,11 pour le fromage.

** - Les pourcentages sont affectés du signe + ou - selon que les résultats du C.R.E.D.O.C. sont supérieurs ou inférieurs à ceux de l'enquête I.N.S.E.E.

Lait naturel, en millions d'hectolitres

Lait de conserve, beurre et fromage en milliers de tonnes.

En ce qui concerne les quantités, l'enquête I.N.S.E.E. ne permet la comparaison que pour le lait naturel et le beurre. Dans les deux cas, elle conduit à des chiffres nettement supérieurs à ceux que nous avons adoptés antérieurement : plus de 15 % pour le lait, près de 25 % pour le beurre. La répartition du lait commercialisé selon qu'il est vendu au détail ou en bouteilles est la même dans les deux études.

2° - Prix. (voir tableau n° 17).

La concordance est bonne pour le prix moyen du beurre. Mais le C.R.E.D.O.C. a retenu des prix trop élevés pour le lait au détail. Les prix moyens du lait naturel sont respectivement 40,8 dans l'enquête I.N.S.E.E. et 43,2 dans les tableaux du C.R.E.D.O.C., qui a dû se contenter d'observations dispersées et cantonnées aux villes importantes.

3° - Valeurs (voir tableau n° 17)

Sauf pour le lait en conserve, les chiffres provenant de l'enquête sont évidemment très supérieurs, étant donné ce que nous avons remarqué à propos des quantités et des prix.

Tableau n° 17

Comparaison des valeurs de produits laitiers commercialisés en 1955

Valeurs en milliards de francs - Prix moyens en francs

P r o d u i t s	Résultats I.N.S.E.E. consommation des ménages (1)	Comparaison des valeurs INSEE - CREDOC			Prix moyens	
		Résultats I.N.S.E.E. étendus* (2)	Estimations C.R.E.D.O.C. 1955 (3)	Différence en %** du chiffre le plus fort(4)	I.N.S.E.E. (5)	C.R.E.D.O.C. (6)
Lait au détail	107	112,2	99,2	- 11,6	39	41,4
Lait en bouteilles	43	45,2	39,2	- 13,2	47	43,4
Lait en conserve	13	13,5	12,7	- 5,9	-	288
Beurre	277	291,0	218	- 25,2	700	700
Fromage	208	226,8	185	- 18,4	-	492

* - Valeurs étendues = valeurs "ménages" x 1,05 pour le lait
1,05 pour le beurre
1,09 pour le fromage.

** - Les pourcentages sont affectés du signe + ou - selon que les résultats du C.R.E.D.O.C. sont supérieurs ou inférieurs à ceux de l'enquête I.N.S.E.E.

4 - Conclusion

La consommation de lait et de produits laitiers de 1950 à 1955

Dans notre examen des consommations de viandes, nous avons été amenés à combler, à l'aide des résultats antérieurement acquis, certaines lacunes de l'enquête I.N.S.E.E. de 1955. En ce qui concerne les produits laitiers, nous adopterons sans autre transformation les résultats de l'enquête comme base de nos séries 1950-1955.

Les quantités observées en 1955 par l'enquête sont étendues aux années antérieures à l'aide des indices résultant des évaluations de la production laitière établies par la statistique agricole. Nous sommes très conscients de la fragilité d'une telle extrapolation, mais une base plus sûre nous fait défaut.

Les valeurs observées par l'enquête et les prix moyens qui en résultent, permettent, pour l'année 1955, de vérifier et de critiquer les prix observés directement, soit par l'I.N.S.E.E., soit par des organismes professionnels. Les conclusions de cette vérification donnent une plus grande sécurité à l'emploi de prix moyens calculés de la même façon pour les années antérieures. On a vu que les prix moyens révélés par l'enquête sont très voisins de ceux qui avaient été précédemment retenus.

Les tableaux ci-après résument les résultats auxquels nous aboutissons.

Tableau n° 18

Evaluations en quantités proposées pour le lait et les produits laitiers

Produits	1950	1951	1952	1953	1954	1955
<u>LAIT NATUREL</u> (millions d'hectol)						
Autoconsommation	12,3	12,5	11,7	12,5	12,5	12,3
Commercialisation						
- au détail : cru	23,3	23,3	21,8	21,8	20,9	20,2
- au détail : pasteurisé	10,3	10,3	9,6	9,6	9,2	8,8
- en bouteilles	2,1	3,3	4,3	5,6	8,1	9,6
Total	48,0	49,4	47,4	49,5	50,7	50,9
<u>LAIT DE CONSERVE</u> (milliers de tonnes)						
Condensé	33,4	48,4	40,4	40,3	46,3	37,2
En poudre	6,0	6,0	6,0	6,0	6,5	7
<u>BEURRE</u> (milliers de tonnes)						
Auto-consommation	71	71	71	71	71	71
Commercialisation	303,0	339,3	309,1	381,7	424,2	415,0
Total	374,0	410,3	380,1	452,7	495,2	486,0
<u>FROMAGE</u> (milliers de tonnes)						
Auto-consommation	30	30	30	30	30	30
Commercialisation	398	415,5	381	415,5	450	450
Total	389,8	407,0	371,8	407,0	442,0	442,0

Tableau n° 19

Evaluations en valeurs proposées pour le lait et les produits laitiers

(milliards de francs courants)

Produits	1950	1951	1952	1953	1954	1955
<u>LAIT NATUREL</u>						
Auto-consommation	31,5	31,6	29,3	33,8	31,3	30,2
Commercialisation						
- au détail : cru	75,5	82,6	82,5	80,1	80,6	75,8
- au détail : pasteurisé	36,2	39,7	39,4	38,4	38,4	36,5
- en bouteilles	8,4	14,4	20,2	25,2	38,1	45,6
Total	151,6	168,3	171,4	177,5	188,4	188,1
<u>LAIT DE CONSERVE.</u>						
Condensé	7,8	11,8	11	11,2	12,8	9,9
En poudre	2,8	3	3,1	3,3	3,5	4
Total	10,6	14,8	14,1	14,5	16,3	13,9
<u>BEURRE</u>						
Auto-consommation	45,5	45	44,5	48	44,5	43,5
Commercialisation	183,1	222,2	225,3	282,7	291,3	291,0
Total	228,6	267,2	269,8	330,7	335,8	334,5
<u>FROMAGE</u>						
Auto-consommation	6,2	6,1	6	6,9	6	5,9
Commercialisation	176,9	186,1	211,7	210,7	214,8	225
Total	183,1	192,2	217,7	217,6	220,8	230,9

SECTION III

CONSOMMATION D'OEUFs, DE

VOLAILLES, LAPINS ET GIBIER

Pour ces produits, l'enquête comble un vide presque total. Il n'existe pas de statistiques régulières les concernant et le dernier renseignement chiffré valable remonte à 1937, date de la dernière enquête agricole. Les résultats de cette enquête, extrapolés à l'aide d'observations le plus souvent qualitatives, forment la base des informations publiées par la Direction de la production animale du Ministère de l'Agriculture, ou par l'I.N.S.E.E. dans le cadre de ses études annuelles des revenus de l'Agriculture (1). Nous n'aurons donc pas à procéder à une comparaison des résultats antérieurs avec les résultats de l'enquête, mais seulement à présenter ceux-ci sous des définitions comparables à celles utilisées par le C.R.E.D.O.C.

1 - Oeufs

Les résultats de l'enquête doivent d'abord être étendus à l'ensemble des consommations (à domicile et hors du domicile), pour la population totale (ménages et population des institutions). On leur appliquera à ce titre, une augmentation de 8 % pour les quantités et 6 % pour les valeurs.

Mais, l'extrapolation à l'année entière des deux observations faites en Mai et Octobre soulève le problème des variations saisonnières des quantités consommées et des prix. Il résulte de l'enquête "budgets de famille" de 1953 (2) que la consommation pendant ces deux mois dépasse d'environ 7 % la consommation moyenne de l'année, alors que les prix sont inférieurs de 2 %.

Ces corrections faites, nous obtenons, pour l'année 1955, les consommations suivantes.

- voir tableau, page suivante -

(1) - Cf. Etudes et Conjoncture, numéro de Décembre de chaque année.

(2) - Voir notre référence, Section II, paragraphe 2.

Consommation d'oeufs en France en 1955

	Quantités en millions d'unités	Valeurs en milliards de francs	Prix moyens en francs à l'unité
Produits commercialisés	5.400	95,6	17,70
Auto-consommation	3.400	46,0	13,50
Total	8.800	141,6	

2-Volailles, lapins, gibier

L'enquête a enregistré la consommation commercialisée de volailles, lapins et gibier, en quantités et en valeurs. La consommation familiale est donnée seulement en quantités.

Il n'y a pas lieu, ici, d'effectuer de correction au titre des variations saisonnières. Les mois de Mai et Octobre sont deux mois extrêmes sur les courbes mensuelles de production ou de prix, et les moyennes établies à partir de ces deux mois ne s'écartent pas sensiblement de la moyenne des douze mois de l'année. Il nous suffira donc d'étendre les quantités et les valeurs des produits commercialisés à l'ensemble des consommations en utilisant le coefficient mentionné, page 36.

La valeur de l'autoconsommation a été obtenue en appliquant les prix à la production aux quantités relevées par l'enquête, converties de "poids vifs" en "poids de viande nette", au moyen de taux de rendement couramment admis : 0,75 pour les volailles et 0,50 pour les lapins et le gibier.

Consommation de volailles, lapins et gibier en 1955

	Quantités en milliers de tonnes	Valeurs en milliards de francs	Prix moyens en francs au kilog
<u>I - Produits commercialisés</u>			
1. volailles	152	83,5	550
2. lapins et gibier	95	37,5	396
Total	247	121,0	
<u>II - Produits auto-consommés</u>			
1. volailles	143	48,0	335
2. lapins et gibier	100	28,0	280
Total	143	76,0	
III - Total I + II	390	197,0	

A N N E X E

Consommation de viandes
d'après l'enquête spéciale I.N.S.E.E.
de 1955 et l'étude de M. BOUSSINGAULT
Comparaison selon les catégories
de morceaux

Le questionnaire de l'enquête proposait aux ménagères la répartition de leurs achats entre diverses catégories de morceaux pour les viandes les plus consommées. Cette répartition correspond à une appréciation qu'on pourrait appeler "subjective". Elle dépend de l'usage auquel la ménagère destine le morceau qu'elle a acheté et de la définition que le détaillant donne aux différents morceaux.

La répartition des dépenses de viandes proposée par le C.R.E.D.O.C. est au contraire plus "objective" : des spécialistes, des syndicats professionnels estiment qu'on tire d'une carcasse un poids, donné en morceaux d'une qualité donnée. C'est la répartition d'une carcasse type qui est étendue à l'ensemble des viandes.

Il est normal que ces deux répartitions diffèrent. Mais l'enquête donne assez peu de renseignements sur cette différence, cependant très significative.

D'autre part, en effet, les nomenclatures ne coïncident pas. Aussi, pour le boeuf, l'enquête retient trois catégories : morceaux à rôtir, morceaux à griller, morceaux à bouillir et à braiser. Le C.R.E.D.O.C. retient de son côté, quatre catégories : morceaux à rôtir de 1er choix, morceaux à rôtir de 2ème choix, morceaux à braiser, morceaux à bouillir. Dans ces conditions nous ne pouvons comparer que deux catégories et non trois ou quatre.

L'enquête distingue le mouton et l'agneau. Pour le mouton, deux catégories de morceaux sont retenues, mais les achats d'agneau sont donnés globalement. L'étude du C.R.E.D.O.C. groupe les dépenses de mouton et d'agneau et, pour cet ensemble, distingue trois catégories de morceaux. Ceci rend impossible toute comparaison autre que globale.

D'autre part, certaines espèces de viandes ne sont pas détaillées afin de ne pas surcharger le questionnaire de l'enquête, ou parce que les dépenses pour cette viande sont relativement peu importantes. Ainsi, les achats de porc frais ne sont pas décomposés dans l'enquête, alors que le C.R.E.D.O.C. a été amené à distinguer cinq catégories de morceaux.

Pratiquement nous ne pouvons comparer que les viandes de boeuf et de veau, et seulement pour deux types de morceaux.

Certaines causes systématiques de différence doivent être examinées dès à présent. On doit normalement s'attendre à trouver dans les résultats de l'enquête une certaine surestimation des achats de viandes de qualité supérieure, les détaillants étant tentés de "faire" des "hauts morceaux", sous la pression de la demande. Parallèlement, les résultats de l'étude du C.R.E.D.O.C. doivent normalement présenter une proportion plus grande de bas morceaux ; au motif précédent s'en ajoute un autre : les collectivités, grosses consommatrices de bas morceaux, n'ont pas été touchées par l'enquête. Or, le même coefficient de correction (1), destiné à en étendre les résultats à toute la population, a été appliqué à l'ensemble des quantités et des dépenses, fût-éléments certains sur la structure des consommations de viandes par les collectivités.

1° - Viande de boeuf. (voir tableau, page suivante)

(1) - Nous avons fait la même remarque en ce qui concerne la viande de cheval.

Tableau n° 20

Répartition de la viande de boeuf par morceaux

I.N.S.E.E.				C.R.E.D.O.C.			
	Quantités (1)	Dépenses (2)	Prix (3)		Quantités (1)	Dépenses (2)	Prix (3)
A rôtir	172,0	122,5	715	A rôtir (1er choix	134	106	740
A griller	176,7	124,5	707) 2ème choix	201	146	695
Total	348,7	247,0	710	Total	335	252	750
A bouillir et à braiser	315,2	116,0	372	A braiser (142	54	360
				A bouillir)	223	58	260
Total	315,2	116,0		Total	365	112	310
Total	663,9	363,0	550	Total	700	364	520

- (1) - Quantités en milliers de tonnes
- (2) - Dépenses en milliards de francs
- (3) - Prix en francs au kilog.

a - Viandes à rôtir et à griller.

La concordance est bonne, tant pour les dépenses que pour les quantités. Notons que les prix retenus par le C.R.E.D.O.C. sont légèrement plus forts.

b - Viandes à braiser ou à bouillir.

Comme on pouvait s'y attendre, l'enquête enregistre beaucoup moins de bas-morceaux que n'en indique la découpe anatomique. Nous en avons vu les raisons plus haut. Mais les prix moyens sont plus élevés dans l'enquête.

2° - Viande de Veau. (voir tableau, page suivante)

Les totaux généraux s'égalisent approximativement, mais des discordances considérables se manifestent dans la ventilation. Les deux tiers des quantités de veau vendues sont enregistrées par les ménagères comme étant à rôtir ou à griller. La découpe "objective" du C.R.E.D.O.C. attribue à ces usages moins du quart des mêmes quantités. Il faut noter ici un désaccord significatif entre la nomenclature des professionnels et celle des utilisateurs. Il apparaît certain qu'une grande partie des morceaux appelés "à braiser" par les professionnels (et qui sont vendus au prix élevé de 645 francs le kilog) sont considérés par les ménagères comme des morceaux à rôtir ou à griller. L'enquête fournit ici des indications pour une correction de la nomenclature utilisée par le C.R.E.D.O.C.

0

0 0

Tableau n° 21

Répartition de la viande de veau par morceau

I.N.S.E.E.				C.R.E.D.O.C.			
	Quantités (1)	Dépenses (2)	Prix moyens (3)		Quantités (1)	Dépenses (2)	Prix moyens(3)
A rôtir ou à griller	209,0	144,5	692	A rôtir	78,5	61	775
Total	209,0	144,5	692	Total	78,5	61	775
A bouillir ou à braiser	102,1	51,0	504	A braiser)	172,8	111	645
Total	102,1	51,0	504	A pot-au-feu(47	18	382
	102,1	51,0	504	Total	219,8	129	590
Total	311,1	195,5	631	Total	298,8	190	640

- (1) - Quantités en milliers de tonnes
- (2) - Dépenses totales en milliards de francs.
- (3) - Prix en francs au kilog.

Imprimé
30, Rue d'Astorg
PARIS-8^e

Prix de l'Abonnement : 2500 Frs
Directeur - Gérant :
G. ROTTIER